

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°05-2026-du 10 avril 2026

En bref

Énergie

1. **Inde** : L'Inde dépasse 6 GW d'ajouts annuels de capacités éoliennes.
2. **Inde** : L'Inde approuve deux projets hydroélectriques de 2,9 GW en Arunachal Pradesh.
3. **Inde** : La construction de la raffinerie HRRL voit son cout augmenter à 8,6 Mds USD après plusieurs retards, dans un contexte géopolitique tendu mettant en lumière les dépendances énergétiques du pays.
4. **Inde** : L'Inde se félicite de ses 458 projets d'exploration minière en 2025-2026 et réforme les règles d'attribution pour accélérer la mise en exploitation des mines.
5. **Sri Lanka** : La restructuration de la Ceylon Electricity Board est désormais officielle.
6. **Sri Lanka** : Les prix de l'électricité augmentent à nouveau d'environ 10% en moyenne
7. **Sri Lanka** : La situation d'approvisionnement en gaz et carburants sri lankaise reste sous contrainte mais maîtrisée à court terme.

Transports

8. **Inde** : L'Inde et la Corée du Sud lancent une initiative conjointe pour renforcer les compétences dans la construction naval.
9. **Inde** : L'Inde développe la connectivité portuaire et les carburants maritimes verts à Kandla dans le cadre de Sagarmala

Ville

10. **Inde** : La phase 2 du métro de Jaipur est approuvée.

Environnement

11. **Inde** : L'Inde retire sa candidature à l'organisation de la COP33 après la publication de sa Contribution Déterminée au Niveau national.
12. **Inde** : L'Inde renforce son réseau national de dépôts de biodiversité pour soutenir la conservation et la recherche.

Numérique

13. **Inde** : L'Inde lance un appel d'offres pour la fabrication d'aimants permanents à base de terres rares.

Santé

14. **Inde** : Les exportations pharmaceutiques indiennes approchent les 29 Mds USD, en hausse de 5,6 %.
15. **Inde** : L'essor des médicaments biologiques en Chine pousse l'Inde vers une stratégie axée sur l'innovation.

Aviation civile

16. **Inde** : L'Inde prolonge et renforce son programme de connectivité aérienne régionale avec un financement à long terme.
17. **Inde** : L'Inde met en place des mesures temporaires de soutien aux compagnies aériennes pour atténuer l'impact de la hausse des prix du carburant.
18. **Inde** : L'Inde renforce ses capacités nationales de certification en sûreté aérienne via un partenariat entre BCAS et RRU.
19. **Inde** : L'Inde renforce la formation aéronautique et les compétences MRO via un partenariat entre la DGCA et GSV.
20. **Sri Lanka** : Démission du Président de SriLankan Airlines.

Énergie

Inde

L'Inde dépasse 6 GW d'ajouts annuels de capacités éoliennes

L'Inde a enregistré un niveau record d'ajouts de capacités éoliennes avec 6,05 GW installés au cours de l'année fiscale 2025-2026 (avril 2025 à mars 2026), dépassant le précédent pic de 5,5 GW atteint en 2016-2017 et représentant une hausse d'environ 46 % par rapport à l'année fiscale 2024-2025. Cette dynamique se confirme à l'échelle de l'année civile 2025, avec 6,3 GW supplémentaires, portant la capacité installée cumulée à environ 56 GW.

Selon le NITI Aayog, un volume de 24,4 GW de projets serait en cours de développement, réparti sur 94 projets principalement situés dans l'ouest du pays, auquel s'ajouterait une composante éolienne au sein de 39 GW de projets hybrides en développement ou en construction.

Développé depuis les années 1990, le secteur éolien constitue un des axes de la stratégie renouvelable indienne, en lien avec l'objectif de 500 GW de capacités non fossiles d'ici 2030. Bien que sa croissance ait été plus irrégulière que celle du solaire, il représente environ 55 % du potentiel non fossile du pays, incluant l'éolien en mer. Pour accompagner cette montée en puissance, plusieurs mesures de soutien, plus ou moins efficaces, ont été mises en place. Elles incluent des droits de douane réduits sur certains composants, une exonération (d'actuellement de 25%) progressive des frais de transport inter-États de l'électricité (ISTS) jusqu'en 2028, des appels d'offres agrégés portés par des agences publiques, ainsi que des obligations de consommation d'énergie éolienne. Des dispositifs spécifiques visent également à soutenir le développement de l'éolien offshore, avec un objectif de 37 GW d'ici 2030, malgré un déploiement encore limité à ce stade.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde approuve deux projets hydroélectriques de 2,9 GW en Arunachal Pradesh

Le gouvernement indien a approuvé la construction de deux projets hydroélectriques en Arunachal Pradesh, représentant une capacité totale de 2,92 GW et un investissement cumulé d'environ 402 Mds INR (4,34 Mds USD)

Le projet Kamala, d'une capacité de 1,72 GW, sera développé dans les districts de Kamle, Kra Daadi et Kurung Kumey, pour un investissement de 261 Mds INR et une durée de réalisation estimée à 96 mois. Le projet Kalai-II, d'une capacité de 1,2 GW, sera situé sur la rivière Lohit dans le district d'Anjaw, pour un coût de 141 Mds INR et une durée de réalisation de 78 mois.

Ces projets s'inscrivent dans un développement plus large de l'hydroélectricité dans la région du Nord-Est de l'Inde. Plusieurs infrastructures majeures sont en cours de développement par NHPC, notamment Subansiri Lower (2 GW), Dibang Multipurpose (2,88 GW) et Etalin (3,1 W), en Arunachal Pradesh et en Assam. Le projet Subansiri Lower est à un stade avancé, avec 750 MW déjà mis en service et une mise en service complète attendue d'ici décembre 2026.

L'ensemble de ces projets prévoit l'attribution de 12 % de l'électricité produite aux États concernés, ainsi que la mise en place d'un fonds de développement local équivalent à 1 % des revenus des projets permettant notamment le financement d'infrastructures locales

[En savoir plus, en savoir plus](#)

La construction de la raffinerie HRRL voit son cout augmenter à 8,6 Mds USD après plusieurs retards, dans un contexte géopolitique tendu mettant en lumière les dépendances énergétiques du pays

Après près de quatre ans de retard, le cabinet du Premier ministre a approuvé la révision du coût du projet de raffinerie et complexe pétrochimique HPCL Rajasthan Refinery Limited (HRRL), porté de 431 Mds INR à 795 Mds INR (4,66 Mds USD à 8,59 Mds USD). Hindustan Petroleum Corporation Limited (HPCL) apportera un investissement additionnel de 90 Mds INR (970 M USD), portant sa participation totale à 196 Mds INR (2,12 Mds USD).

Située à Pachpadra, dans le district de Balotra (Rajasthan), la raffinerie disposera d'une capacité de 9 millions de tonnes par an. Elle produira notamment 1 million de tonnes (Mt) d'essence, 4 Mt de diesel, ainsi que des produits pétrochimiques pour un total de 2,4 Mt. Le projet utilisera notamment du pétrole brut de Mangala, principal gisement onshore du pays, extrait localement dans la région de Barmer.

Après plusieurs années de retards, la mise en service commerciale est désormais prévue au 1er juillet 2026. Le calendrier initial fixait une mise en service en octobre 2022, avant plusieurs reports successifs à décembre 2025 puis janvier 2026. Cet investissement s'inscrit dans une logique de diversification des sources d'approvisionnement, de réduction de la dépendance au pétrole du Moyen-Orient et de renforcement des capacités de raffinage domestiques dans le cadre de la stratégie d'autosuffisance (Atmanirbhar Bharat)

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

L'Inde se félicite de ses 458 projets d'exploration minière en 2025-2026 et réforme les règles d'attribution pour accélérer la mise en exploitation des mines

À la fin de l'année fiscale 2025-2026, le Geological Survey of India (GSI) a mené 458 projets d'exploration minière, dont 230 consacrés aux minerais critiques et 92 aux terres rares. Dans le cadre de son mandat de préparation de blocs destinés aux enchères, l'organisme a transmis 80 rapports géologiques (dont 39 sur des minerais critiques), ainsi que 4 blocs de charbon et 11 blocs sous licence d'exploration pour développement. Par ailleurs, 7 blocs de ciblage régional et 15 blocs en Rajasthan ont été confiés au National Mineral Exploration Trust pour exploration via des acteurs privés. Le GSI prévoit environ 500 projets pour l'exercice suivant, dont 300 sur des minerais critiques, ainsi que 58 projets en géoinformatique visant à renforcer l'intégration des données et l'usage d'outils d'analyse, notamment via des plateformes numériques et des applications d'intelligence artificielle. Une découverte d'hydrogène naturel a également été signalée dans les îles Andaman-et-Nicobar.

En parallèle, le ministère des Mines a adopté le 30 mars 2026 un amendement aux règles d'attribution des blocs miniers (« Mineral (Auction) Second Amendment Rules, 2026 »), visant à accélérer la mise en exploitation des gisements. Ces mesures s'inscrivent dans la continuité des réformes introduites en octobre 2025, qui encadrent les délais entre l'attribution et la signature des concessions, avec des pénalités en cas de retard et des incitations à une mise en production rapide. Les nouvelles dispositions permettent notamment d'exclure certaines portions de blocs non exploitables (dans la limite de 25 % des ressources), de limiter les délais supplémentaires pour la signature des concessions à trois ans hors zones forestières, et de rationaliser le calendrier des paiements initiaux. Elles introduisent également un portail minier unifié pour centraliser les processus d'attribution, de suivi et d'obtention des autorisations. D'autres mesures prévoient le remboursement des garanties en cas d'annulation indépendante de l'opérateur, l'élargissement de la participation des agences privées d'exploration aux enchères, ainsi que des incitations spécifiques pour certains minerais critiques et stratégiques.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Sri Lanka

La restructuration de la Ceylon Electricity Board est désormais officielle

Le 9 mars, la Ceylon Electricity Board, l'entreprise publique de production électrique du Sri Lanka, a été officiellement dissoute et ses activités ont été transférées vers six nouvelles sociétés distinctes, dans le cadre des réformes visant à améliorer la viabilité financière et la gouvernance du secteur électrique. Les sociétés successeuses, détenues à 100 % par l'Etat, assureront de manière séparée la production (EGL), le transport (NTNSP), la distribution (EDL), l'exploitation et la coordination (NSO) du réseau électrique. Energy Venture Lanka assurera les fonctions résiduelles tandis que CEB Employees Funds sera chargé de la gestion des fonds de pension et des prestations. Les employés de la CEB n'ayant pas opté pour un plan de départ volontaire ont été affectés au sein des nouvelles sociétés. Cette restructuration vise à renforcer la transparence des coûts par segment d'activité, à améliorer l'efficacité opérationnelle et à faciliter à terme l'introduction de partenariats avec le secteur privé. La réforme s'inscrit dans le cadre des engagements pris par le Sri Lanka auprès du FMI, notamment en matière de réduction des pertes des entreprises publiques et d'instauration de tarifs reflétant les coûts réels de production.

[En savoir plus](#)

Les prix de l'électricité augmentent à nouveau d'environ 10% en moyenne

La Public Utilities Commission of Sri Lanka (PUCSL) a approuvé le 30 mars une hausse des prix de l'électricité pouvant atteindre 25 % selon les catégories d'utilisateurs, avec une augmentation moyenne d'environ 10 %. Les hausses sont progressives selon la consommation : +4,3 % pour les ménages consommant moins de 30 unités, jusqu'à +25 % pour ceux dépassant 180 unités. Les consommateurs intermédiaires enregistrent des augmentations comprises entre 6,9 % et 7,2 %.

Les tarifs augmentent également pour les entreprises (+8,7 %), les hôtels (+9,9 %) et les institutions publiques (+14,4 %), tandis que les institutions religieuses à faible consommation sont exemptées. Cette décision intervient après examen de la proposition de la Ceylon Electricity Board, qui prévoyait initialement une hausse uniforme de 13,56 %. Le régulateur a opté pour une approche différenciée afin de limiter l'impact économique, tout en encourageant une modération de la consommation, notamment aux heures de pointe. Une nouvelle révision pourrait être envisagée en cas de hausse significative des coûts énergétiques, notamment liée à l'évolution des prix du carburant.

[En savoir plus](#)

La situation d'approvisionnement en gaz et carburants sri lankaise reste sous contrainte mais maîtrisée à court terme

Début avril, la situation de l'approvisionnement énergétique au Sri Lanka apparaît maîtrisée à court terme avec des approvisionnements réguliers et des stocks jugés suffisants, malgré une forte vulnérabilité liée à la dépendance du pays aux importations. La capacité totale de stockage reste toutefois limitée (environ 150 000 tonnes hors installations de Trincomalee), contraignant la constitution de réserves stratégiques. En ce qui concerne les approvisionnements, plusieurs cargaisons ont été sécurisées auprès de fournisseurs internationaux (notamment Sinopec et Indian Oil Company), avec un calendrier d'arrivées échelonné au cours du mois d'avril. Le système repose sur une gestion « en flux tendu », les importations étant planifiées en fonction de la capacité de stockage disponible. Dans ce contexte, les autorités ont procédé à des ajustements des prix des carburants (de l'ordre de 30% en moyenne) et du gaz (environ 20%) afin de contenir la demande et limiter les pertes des opérateurs publics. Malgré cette stabilisation relative, la situation demeure hautement dépendante de l'évolution du contexte géopolitique, exposant le pays à un risque de tensions rapides en cas de rupture d'approvisionnement ou de nouvelle hausse des prix internationaux.

[En savoir plus](#)

Transports

Inde

L'Inde et la Corée du Sud lancent une initiative conjointe pour renforcer les compétences dans la construction navale

L'Inde a engagé une coopération avec la Corée du Sud afin de renforcer les compétences dans le secteur de la construction navale et maritime, à travers un partenariat entre le Ministry of Ports, Shipping and Waterways et la Korea International Cooperation Agency (KOICA). Formalisé le 2 avril 2026, cet accord s'inscrit dans la Maritime Amrit Kaal Vision 2047, qui vise à faire du secteur maritime un levier majeur de croissance et de compétitivité pour l'économie indienne.

Le projet vise à structurer une main-d'œuvre qualifiée et adaptée aux besoins futurs, en comblant les lacunes existantes dans les domaines de la construction navale et de l'ingénierie maritime. Avec le soutien technique d'organismes coréens, notamment le Korea Research Institute for Vocational Education and Training, la coopération prévoit des travaux approfondis incluant la cartographie des emplois, l'évaluation des compétences et l'élaboration d'une stratégie de ressources humaines à long terme. Ces analyses devraient aboutir à un plan directeur et à une feuille de route opérationnelle pour renforcer la formation professionnelle dans le secteur.

Par ailleurs, des discussions sont en cours pour la création d'un centre dédié au développement des compétences et à la coopération technologique dans la construction navale en Inde. Ce centre proposerait des formations adaptées aux besoins de l'industrie et contribuerait à améliorer la productivité du secteur.

[En savoir plus](#)

L'Inde développe la connectivité portuaire et les carburants maritimes verts à Kandla dans le cadre de Sagarmala

L'Inde renforce simultanément la connectivité logistique et la décarbonation maritime au sein de la Deendayal Port Authority, illustrant une approche intégrée entre efficacité opérationnelle et durabilité dans le cadre des programmes nationaux tels que le Sagarmala Programme et PM Gati Shakti.

Sur le plan des infrastructures, le gouvernement a approuvé la construction d'un pont routier au-dessus d'une voie ferrée (ROB) pour un montant de 1,33 Md INR (16 M USD). Ce projet vise à réduire la congestion à un passage ferroviaire stratégique, facilitant l'évacuation des marchandises et améliorant la connectivité du dernier kilomètre. Mis en œuvre par Western Railway, il devrait contribuer à fluidifier les opérations portuaires, renforcer la sécurité et limiter les goulets d'étranglement.

Cette initiative s'inscrit dans la dynamique du programme Sagarmala, dans le cadre duquel 129 projets ont été approuvés, représentant un investissement total de 90,54 Mds INR (1,09 Mds USD). Parmi ceux-ci, 78 ont déjà été achevés, permettant d'augmenter la capacité de traitement des marchandises, de réduire les délais d'escale et d'optimiser les coûts logistiques, selon une évaluation du National Productivity Council. Le renforcement de la connectivité avec l'arrière-pays demeure une priorité, avec 19 projets routiers et ferroviaires ciblant la réduction de la congestion autour des ports.

Parallèlement, Kandla se positionne comme un hub pour le transport maritime décarboné. Le port a récemment progressé dans le développement du soutage au méthanol, notamment à travers un essai réussi de transfert navire-quai réalisé avec des partenaires industriels tels que Stolt Tankers, Aegis Vopak et Indian Oil Corporation Ltd.

[En savoir plus, en savoir plus, En Savoir plus, En savoir plus](#)

Ville

Inde

La phase 2 du métro de Jaipur est approuvée

Le cabinet du Premier ministre a approuvé la phase 2 du métro de Jaipur, correspondant à un corridor nord-sud de 41 km reliant Prahladpura à Todi Mod, comprenant 36 stations, pour un coût total de 130 Mds INR (1,41 Md USD). Le projet sera mis en œuvre par Rajasthan Metro Rail Corporation Limited (RMRCL), une coentreprise détenue à parts égales par le gouvernement central et le gouvernement du Rajasthan.

Actuellement, la phase 1 du métro de Jaipur, longue de 11,64 km, enregistre une fréquentation moyenne d'environ 60 000 passagers par jour. Le projet global s'inscrit dans le cadre de la politique de développement orienté vers le transport (TOD) du Rajasthan (2025), des réformes proposées pour les autorités de transport urbain (UMTA) et des objectifs nationaux matière de mobilité urbaine durable. La mise en service est prévue pour septembre 2031.

[En savoir plus](#)

Environnement

Inde

L'Inde retire sa candidature à l'organisation de la COP33 après la publication de sa Contribution Déterminée au Niveau national

L'Inde a retiré le 9 avril sa candidature pour accueillir la conférence climat COP33 en 2028, invoquant une réévaluation de ses engagements pour cette échéance. La décision a été transmise au groupe régional Asie-Pacifique de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), actuellement présidé par le Pakistan, et confirmée par un responsable du ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique. La candidature avait été annoncée par le Premier ministre lors de la COP28 à Dubaï en décembre 2023, dans le prolongement de la présidence indienne du G20 la même année.

Le 25 mars 2026, l'Inde a par ailleurs publié ses nouvelles contributions déterminées au niveau national (CDN 3.0). Troisième émetteur mondial de gaz à effet de serre et septième émetteur historique, le pays fixe un objectif de réduction de l'intensité carbone de son PIB de 47 % d'ici 2035 par rapport à 2005, après une baisse de 36 % déjà enregistrée entre 2005 et 2020.

La CDN prévoit également d'atteindre 60 % de capacité électrique installée à partir de sources non fossiles d'ici 2035, un niveau déjà estimé à 52,5 % en février 2026 et atteignable d'ici 2030 par l'Agence internationale de l'énergie. L'Inde vise en outre la création d'un puits de carbone de 3,5 à 4 milliards de tonnes équivalent CO₂ grâce à l'extension de la couverture forestière, contre environ 2,3 milliards déjà atteints.

Plusieurs orientations non chiffrées complètent ces objectifs, notamment le développement des énergies renouvelables et du stockage, le renforcement de la résilience climatique (protection côtière, systèmes d'alerte, infrastructures adaptées) et la promotion de modes de vie durables à travers des initiatives comme « LiFE » et « Ek Ped Maa Ke Nam ».

[En savoir plus en savoir plus](#), [en savoir plus en savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde renforce son réseau national de dépôts de biodiversité pour soutenir la conservation et la recherche

L'Inde a élargi son réseau de dépôts officiels de biodiversité dans le cadre de la loi sur la diversité biologique de 2002, avec la désignation de nouvelles institutions par la National Biodiversity Authority, en coordination avec le ministère de l'environnement. Cette initiative vise à renforcer la conservation scientifique, la documentation et l'accessibilité des ressources biologiques à des fins de recherche et d'innovation.

Cette extension porte à 20 le nombre total de dépôts reconnus en Inde, consolidant ainsi les capacités nationales en matière de conservation et de recherche sur la biodiversité. Les institutions sélectionnées apportent des expertises spécialisées, notamment dans l'étude de la biodiversité marine profonde et la préservation de collections microbiennes et fongiques, essentielles pour des applications dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'industrie.

Les dépôts jouent également un rôle clé dans la traçabilité des ressources biologiques et dans la mise en œuvre des mécanismes d'accès et de partage des avantages. Cette évolution s'inscrit dans les engagements internationaux de l'Inde, notamment au titre de la Convention sur la diversité biologique, tout en soutenant l'utilisation durable des ressources naturelles et le développement scientifique.

[En savoir plus](#)

Numérique

Inde

L'Inde lance un appel d'offres pour la fabrication d'aimants permanents à base de terres rares

Le ministère indien des Industries lourdes (MHI) a lancé un appel d'offres public fonctionnant selon un système d'enchères inversées. L'appel d'offres vise à sélectionner des industriels pour l'établissement d'unités de production d'aimants NdFeB frittés. Les documents de consultation sont disponibles depuis le 20 mars 2026, avec une date limite de soumission fixée au 28 mai 2026.

Ces aimants, fabriqués à partir d'oxydes de terres rares, présentent une forte densité magnétique, une bonne résistance à la démagnétisation et un rapport performance/poids élevé. Ils sont utilisés dans des secteurs tels que les véhicules électriques, les énergies renouvelables, l'électronique, l'aéronautique et la défense.

L'appel d'offres s'inscrit dans le cadre du programme « Scheme to Promote Manufacturing of Sintered Rare Earth Permanent Magnet », doté de 72,8 Mds INR (790 M USD), visant à développer une capacité de production de 6 000 tonnes par an. Ce programme couvre l'ensemble de la chaîne de valeur, de la transformation des oxydes en métaux puis en alliages jusqu'à la fabrication d'aimants, avec des incitations liées aux ventes sur cinq ans, précédées de deux années de mise en place industrielle.

En Inde, si des capacités existent en amont (extraction, séparation et raffinage), les capacités intermédiaires et aval restent limitées. Le pays dépend ainsi des importations pour les aimants visés par l'appel d'offres.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Santé

Inde

Les exportations pharmaceutiques indiennes approchent les 29 Mds USD, en hausse de 5,6 %

Les exportations pharmaceutiques de l'Inde demeurent résilientes malgré un contexte mondial difficile, atteignant près de 29 Mds USD. Au cours de la période d'avril à février de l'exercice 2025-2026, les exportations pharmaceutiques ont enregistré une croissance de 5,6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette progression a été portée par les formulations, les produits biologiques, les vaccins et les produits ayurvédiques. L'industrie pharmaceutique indienne, actuellement évaluée à environ 60 Mds USD, devrait plus que doubler pour atteindre 130 Mds USD d'ici 2030, soulignant de solides perspectives de croissance à long terme.

[En savoir plus](#)

L'essor des médicaments biologiques en Chine pousse l'Inde vers une stratégie axée sur l'innovation

La Chine s'est rapidement imposée comme un leader mondial dans le domaine des produits biologiques, grâce à un soutien gouvernemental solide, à des infrastructures de pointe et à d'importants investissements en R&D, ce qui met la pression sur les laboratoires pharmaceutiques indiens. Traditionnellement axées sur les génériques, les entreprises indiennes doivent désormais relever le défi de rattraper leur retard dans ce segment à forte valeur ajoutée et axé sur l'innovation, d'autant plus que 118 produits biologiques perdront leur protection par brevet aux États-Unis entre 2025 et 2034, ouvrant ainsi un marché mondial des biosimilaires d'une valeur d'environ 232 Mds USD.

Le secteur repense sa stratégie et passe de la rentabilité à la capacité et à l'innovation. La présence actuelle de l'Inde reste modeste, mais elle est en pleine expansion. Les exportations de biosimilaires, estimées à environ 800 M USD, devraient quintupler pour atteindre 4,2 Mds USD d'ici 2030, avec un potentiel de 30 à 35 Mds USD d'ici 2047.

Afin d'alléger les tensions sur l'approvisionnement en solvants, le ministère des Finances a réduit les droits de douane sur une quarantaine de produits pétrochimiques à compter du 1er avril. Parallèlement, le ministère du Pétrole et du Gaz naturel a assuré une répartition équilibrée des matières premières essentielles, notamment le propylène, l'ammoniac et le méthanol.

Toutefois, pour réaliser cette croissance, il faudra combler les lacunes structurelles persistantes dans des domaines critiques allant de l'ingénierie avancée des lignées cellulaires à la stratégie en matière de propriété intellectuelle et à l'accès au marché américain, ainsi que renforcer les capacités de fabrication pour les thérapies de nouvelle génération.

[En savoir plus](#)

Aviation civile

Inde

L'Inde prolonge et renforce son programme de connectivité aérienne régionale avec un financement à long terme

Le gouvernement indien a approuvé la poursuite et l'extension de son programme de connectivité aérienne régionale à travers la version modifiée du dispositif UDAN (Ude Desh ka Aam Nagrik), avec une enveloppe totale de 288,40 Mds INR (3,46 Mds USD) pour la période 2026–2036. Piloté par le ministère de l'aviation civile, ce programme vise à améliorer la desserte des régions isolées tout en favorisant l'accessibilité du transport aérien et le développement économique régional.

Un volet central prévoit le développement de 100 nouveaux aéroports à partir de pistes existantes, soutenu par un budget de 121,59 Mds INR (1,46 Md USD). Afin de répondre aux défis opérationnels des petites infrastructures, le programme inclut également un soutien financier à l'exploitation et à la maintenance d'environ 441 aérodromes, pour un montant de 25,77 Mds INR (309 M USD), visant à améliorer leur viabilité économique.

Par ailleurs, la construction de 200 hélicoptères est envisagée, notamment dans les zones reculées, montagneuses et insulaires, pour un coût estimé à 36,61 Mds INR (439 M USD). Cette composante doit renforcer la connectivité du dernier kilomètre ainsi que les capacités d'intervention d'urgence. En complément, un mécanisme de subventions de 100,43 milliards INR (≈ 1,20 milliard USD) sera mobilisé pour soutenir les compagnies aériennes et encourager l'ouverture de nouvelles routes sur le long terme.

Enfin, le programme prévoit des mesures en faveur de l'industrie aéronautique nationale, notamment via l'acquisition d'aéronefs et d'hélicoptères auprès de constructeurs indiens. Dans son ensemble, cette nouvelle phase du dispositif traduit la volonté des autorités de poursuivre l'expansion de la connectivité aérienne régionale tout en consolidant les infrastructures et l'écosystème du secteur.

[En savoir plus](#)

L'Inde met en place des mesures temporaires de soutien aux compagnies aériennes pour atténuer l'impact de la hausse des prix du carburant

Dans le contexte du conflit au Proche et Moyen Orient, le ministère de l'aviation civile a annoncé une série de mesures temporaires visant à soutenir les compagnies aériennes domestiques et à limiter l'impact sur les passagers. Cette approche s'inscrit dans une stratégie globale visant à préserver la stabilité financière du secteur aérien tout en maintenant l'accessibilité du transport.

Parmi les principales mesures figure une réduction de 25 % des redevances d'atterrissage et de stationnement pour les vols domestiques, applicable pendant une période de trois mois dans l'ensemble des aéroports du pays. Cette décision devrait permettre de réduire les coûts des compagnies aériennes d'environ 4,00 milliards INR (≈ 48 millions USD) sur la période.

Cette initiative complète une intervention antérieure du gouvernement visant à plafonner à 25 % la répercussion de la hausse des prix du carburant aérien sur les opérations domestiques, dans un contexte d'augmentation significative des prix mondiaux. L'objectif est de contenir la hausse des tarifs aériens tout en assurant la continuité des opérations.

Les autorités ont précisé que ces mesures s'inscrivent dans une approche progressive et équilibrée, permettant de soutenir les compagnies tout en prévoyant des mécanismes de compensation pour les aéroports, notamment via les cycles tarifaires futurs. Dans l'ensemble, cette politique vise à concilier viabilité économique du secteur et accessibilité du transport aérien dans un contexte de volatilité accrue.

[En savoir plus](#)

L'Inde renforce ses capacités nationales de certification en sûreté aérienne via un partenariat entre BCAS et RRU

L'Inde a engagé une nouvelle initiative visant à renforcer son dispositif de sûreté aérienne à travers un partenariat entre le Bureau of Civil Aviation Security (BCAS) et la Rashtriya Raksha University (RRU). Formalisé par un protocole d'accord signé le 6 avril 2026, ce projet prévoit la création d'un centre dédié à l'évaluation et à la certification des équipements de sûreté aéroportuaire, tels que les scanners corporels et autres technologies de contrôle.

Dans ce cadre, la RRU sera chargée de mettre en place et d'exploiter une infrastructure spécialisée permettant de tester et d'évaluer les performances des équipements conformément aux exigences réglementaires. Le centre produira des rapports d'évaluation fondés sur des méthodologies scientifiques, afin d'appuyer les décisions relatives au déploiement des technologies dans les aéroports.

L'un des objectifs principaux de cette initiative est de réduire la dépendance de l'Inde vis-à-vis des systèmes de certification étrangers, tout en favorisant l'émergence de standards nationaux en matière de sûreté aérienne. Le projet vise également à s'aligner sur les meilleures pratiques internationales. Au-delà de la certification, le partenariat inclut des volets de recherche, de formation et de renforcement des capacités.

[En savoir plus](#)

L'Inde renforce la formation aéronautique et les compétences MRO via un partenariat entre la DGCA et GSV

L'Inde renforce son action en matière de formation dans l'aviation au travers d'un partenariat entre la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGCA) et l'université des transports Gati Shakti Vishwavidyalaya (GSV) situé au Gujarat, formalisé par un protocole d'accord signé le 30 mars 2026. Cette initiative vise à répondre à la croissance rapide du secteur aérien, en renforçant les compétences dans des domaines clés tels que l'ingénierie, la maintenance et la gestion, avec un accent particulier sur le segment Maintenance, Repair and Overhaul (MRO).

Cette initiative intervient dans un contexte de forte expansion du secteur aérien indien, avec une croissance annuelle estimée entre 10 % et 12 % et une flotte potentielle pouvant atteindre 3 000 appareils d'ici 2036. Cette dynamique devrait entraîner une demande accrue de main-d'œuvre qualifiée, notamment entre 10 000 et 12 000 pilotes sur la prochaine décennie. Le partenariat vise ainsi à réduire la dépendance aux formations et services MRO étrangers, tout en soutenant l'émergence d'un écosystème aéronautique national.

En savoir plus, En savoir plus

Sri Lanka

Démission du Président de SriLankan Airlines

Le président du conseil d'administration de SriLankan Airlines, Sarath Ganegoda, a présenté sa démission, effective au 31 mars 2026, de ses fonctions au sein de la compagnie nationale ainsi que de sa filiale SriLankan Catering. Dans l'attente de la nomination d'un nouveau président par le Trésor, Dimal Arandara a été désigné président par intérim, chargé d'assurer la continuité de la gouvernance et des opérations. Cette démission intervient sans motif officiellement communiqué, dans un contexte de réorganisation du transport aérien public et de réflexion sur l'avenir de la compagnie, détenue par l'État et confrontée à des défis financiers structurels.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>